



Audience avec le directeur général du 23 avril 2015

Déclaration unitaire CGT – Solidaires – CFDT – FO

Monsieur le directeur général,

Cette déclaration est faite au nom des syndicats CGT, Solidaires, CFDT et FO de la DRFIP35. Les élections professionnelles de décembre 2014 ont vu un taux de participation de près de 85 % dans notre direction. Cela nous donne donc toute légitimité pour intervenir devant vous aujourd'hui au nom de l'ensemble des agents.

Vous venez nous rencontrer aujourd'hui 23 avril 2015, après 4 années de fusion dans notre direction régionale des finances publiques de Bretagne. Enfin un directeur général vient rencontrer les agents dans cette direction régionale, pourtant atypique par sa structure et ses missions.

C'est en effet une des rares directions régionales à cumuler tant de services à compétence nationale ou interrégionale : les Centres d'Encaissement, la Trésorerie du Contrôle Automatisé, le Pôle Interrégional d'Apurement Administratif, le Centre de Gestion Service Retraites, le Pôle National de Soutien au Réseau fonctions publiques territoriale et hospitalière.

C'est aussi une direction qui, comme toutes les autres, connaît des difficultés importantes dans ses missions et où les agents subissent tous les reculs imposés par le gouvernement, le ministère et la direction générale. Il en va de même pour les usagers, qui voient le service public des finances publiques régresser, alors même que la situation économique et sociale est en régression dans le département, avec une population en augmentation.

C'est pourquoi nous avons tenu à nous exprimer dans l'unité face à vous, pour porter les revendications des agents, vous faire part de leurs inquiétudes et leurs difficultés, vous faire prendre conscience des effets dévastateurs de votre politique sur leur santé, leurs carrières, leurs conditions de travail.

Cependant l'annonce de votre visite a été très soudaine, très tardive. Pour tout le monde elle tombe mal, en pleine période de congés scolaires tant pour l'équipe de direction que pour les collègues et les syndicats. C'est pourtant un moment important en terme de dialogue social et nous ne pouvons que regretter les conditions dans lesquelles il se déroule.

La démarche stratégique se décline à la DRFIP 35 par 28 suppressions d'emplois au 1^{er} septembre 2015 qui viennent s'ajouter aux 300 de la décennie précédente : 2 Idiv, 3 inspecteurs, 2 B et 10 C dans les services de direction, 1 B Géomètre et 10 C dans le réseau. La création concomitante d'un emploi d'AFIPA a été considérée par les agents et les représentants du personnel comme une véritable provocation. Nous ne doutons pas que vous allez nous expliquer aujourd'hui en quoi un AFIPA est plus utile dans les services que 20 agents C, la direction locale n'y ayant pas réussi.

Le projet de mouvement des agents C pour le 1^{er} septembre 2015 vient d'être publié. Pour notre direction régionale, il est catastrophique : 9 arrivées pour 10 départs ! En clair : aucun départ en retraite n'est remplacé. Ainsi, nous devrions connaître un niveau de vacances d'emplois C de 31,8 emplois au 1^{er} septembre. Nous avons pris acte de l'annonce faite par M. PERRIN aux élus nationaux C le 20 avril : l'appel d'une partie de la liste complémentaire du concours. Pour autant, nous savons déjà que ce sera totalement insuffisant, en Ille-et-Vilaine comme partout ailleurs.

C'est pourquoi nous relayons la demande de nos organisations syndicales nationales : appelez l'ensemble des listes complémentaires ! Vous devez également obtenir la création d'emplois supplémentaires pour combler l'ensemble des vacances et réimplanter les emplois supprimés, pour permettre d'effectuer l'ensemble des missions dans de bonnes conditions de vie au travail et de service public. S'agissant de la seule catégorie C, il aurait fallu 52 arrivées nettes au 1^{er} septembre pour compenser les 20 suppressions et 31,8 vacances.

Le plan pluriannuel d'adaptation des structures du réseau 35, dont le directeur de la DRFIP 35 nous refuse toujours la communication, sera obligatoirement porteur de restructurations et destructions de services. Pourtant nous le demandons depuis près d'un an !

Nous vous demandons solennellement de nous faire communiquer sans délai ce plan pluriannuel pour notre direction. Il s'agit là de l'avenir des agents et du service public aux finances publiques en Ille-et-Vilaine. Cela mérite donc un minimum de respect des personnels et du dialogue social !

Déjà, les opérations engagées vont dans ce sens : réduction du maillage territorial, transferts des services de publicité foncière de Vitré et Fougères, annonce de la fermeture de la trésorerie de La Guerche, de la fusion de celles du CHU et du CHGR, de celles de Montauban et St-Méen, création du PCR (pôle de contrôle des revenus et du patrimoine), réduction des horaires d'ouverture d'accueil du public, dématérialisations tous azimuts... L'ensemble de ces réformes s'inscrit dans l'accompagnement des suppressions d'emplois et la préparation des prochaines.

Pour l'ensemble de nos organisations syndicales, notre réseau est en grave danger. Tout contribue à le fragiliser dans ses missions et le décrédibiliser aux yeux des usagers et des partenaires.

Les agents rejettent massivement ces réformes. Ils l'ont exprimé en interpellant directement le directeur de la DRFIP 35 à l'occasion du boycott du CTL emplois et par la signature massive de la pétition contre la mise en œuvre des réductions des accueils du public.

Ils ont ainsi exprimé leur attachement à leurs missions et au service public. Ils ont dit leur ras-le-bol des réformes qui se succèdent à un rythme effréné et de la dégradation de leurs conditions de travail. La souffrance au travail s'installe dans nos services.

Vous devez retirer vos projets régressifs, arrêter les suppressions d'emplois et implanter ceux qui sont nécessaires au bon fonctionnement des services et à de bonnes conditions de travail pour les agents.

Le sujet de la réduction des horaires d'ouverture au public est emblématique des évolutions de notre administration.

Il accompagne la démarche de dématérialisation des relations avec les usagers et du développement de l'e-administration. On essaie de nous convaincre que les courriels, les Centres impôts service (CIS), les Centres de prélèvement service (CPS), les Centres de contact (CDC)», Maisons de l'État,

participent à cette adaptation et qu'ils permettraient l'amélioration des conditions de travail des agents. Mais la réalité est toute autre : les usagers (particuliers et professionnels) qui ne seront pas reçus le jour de fermeture et n'auront pas pu joindre leur service, reviendront ou rappelleront un autre jour et satureront les BALF. Et qui fera alors les frais de la colère de ces usagers ?

Personne n'est dupe, au nom du tout numérique, il s'agit de préparer le terrain aux fusions-restructurations de la démarche stratégique : fusions des SIP et SIE, plates-formes téléphoniques (comme les centres de contact) et fermetures de postes.

Il s'agit de se débarrasser de l'accueil physique et téléphonique pour continuer les suppressions d'emplois.

Pourtant, tout démontre les besoins des usagers en termes d'accueil, notamment en raison de la situation économique et sociale dégradée. Les contribuables que nous rencontrons à l'occasion de la signature de la pétition s'opposant aux fermetures des accueils, nous disent leur soutien, car ils sont demandeurs d'un accueil physique tous les jours de la semaine, pour une bonne qualité d'échange et de réponse à leurs questions.

Les chiffres le prouvent : par exemple en mars 2015, l'accueil du public de Rennes Magenta a connu une augmentation de plus de 28 % par rapport à mars 2014. Il en va de même dans les trésoreries de proximité, où la fusion et le guichet unique ont fait exploser le nombre des visites guichet.

Les annonces de projets d'obligation à court terme de déclaration en ligne et de paiement dématérialisé de l'IR projets qui suscitent chez nous réserves ou hostilité semblent attester votre volonté de se débarrasser des usagers pour permettre de supprimer des emplois et de restructurer les services.

A propos du régime indemnitaire fusionné.

En Ille-et-Vilaine comme ailleurs, le moins qu'on puisse dire c'est que le nouveau régime n'est pas satisfaisant : il génère des injustices et des reculs. Ces sujets sont sensibles pour les agents et les discussions nationales doivent aboutir rapidement.

Nous tenons également à vous dire notre grand mécontentement sur votre décision de supprimer la prime d'intéressement, diminuant ainsi le pouvoir d'achat des agents. Nous n'admettons pas que vous preniez cet argent dans la poche des agents pour financer vos restructurations régressives pour le service public et les conditions de travail. Cela a été considéré par les personnels comme l'expression d'un grand mépris, d'une décision prise dans l'arbitraire le plus complet, au détriment du dialogue social.

Pour l'ensemble de ces raisons, ainsi que sur la base d'un mot d'ordre national inter-professionnel, des agents de la DRFIP 35 ont pris part à la grève nationale et aux manifestations du 9 avril.

En Ille-et-Vilaine, 1 agent sur 4 a été en grève selon les chiffres officiels : 7 postes ou services fermés, l'accueil de Rennes Magenta, SIE Rennes Est, SIE Redon, Trésoreries d'Antrain, Plélan, St-Aubin et Tinténiac.

Sur les services où les restructurations sont les plus fortes et les plus douloureuses, comme les trésoreries, les SIE ou SIP, les SPF les pourcentages de grève sont importants puisqu'ils vont de 30 % jusqu'à 100 %.

**Vous devez répondre clairement aux questions légitimes qui vont ont été posées.
Vous devez arrêter les restructurations et donner satisfaction aux revendications des personnels.**

Rennes, le 23 avril 2015.